

Grèce : déclaration d'AEDDY, confédération syndicale du secteur public

Nous reproduisons ici un communiqué d'AEDDY, confédération syndicale grecque pour le secteur public (GSEE est l'organisation du secteur privé). Elle porte sur l'appel à un rassemblement le 21 juin ; l'organisation syndicale n'oublie pas la responsabilité des institutions au service du capitalisme que sont le Fond Monétaire International, la Banque Centrale Européenne et l'Union Européenne, mais s'oppose fermement aux propositions faites par le gouvernement grec dans le cadre des négociations alors en cours. La radicalisation d'une partie du mouvement syndical grec et la mobilisation d'autres mouvements sociaux expliquent en partie les atermoiements du gouvernement grec ces derniers jours, conclus par l'annonce du référendum contre les institutions capitalistes (FMI, BCE, UE) qui veulent étrangler le peuple. L'Union syndicale Solidaires, qui appelle avec la CGT, la FSU et FO à manifester à Paris le 2 juillet, demeure aux côtés du peuple grec et des mouvements syndicaux et sociaux qui s'opposent à celles et ceux qui veulent lui faire payer une crise dont il n'est pas responsable !

Après cinq mois de négociations, les travailleurs perçoivent que les solutions de leurs problèmes sont repoussées de plus en plus vers l'avenir. Les mémorandums, au lieu d'être abolis, entrent dans un processus de renouvellement. **L'attaque contre notre peuple par les grands groupes monopolistiques du système financier international et les principaux groupes nationaux continue et s'aggrave dangereusement.** Leurs plans, tel qu'ils trouvent leur expression dans les propositions pour prétendument surmonter la crise, conduisent avec une précision mathématique à une austérité continue, au chômage, à l'approfondissement de l'exploitation des travailleurs, à de nouvelles privatisations, à la poursuite du démantèlement des droits du travail, à la dissolution complète du système de sécurité sociale, à la détérioration accrue du système de santé publique et de l'éducation, renversant toutes les conquêtes de notre peuple au cours des 100 dernières années.

Le gouvernement dans les propositions qu'il a formulées dans le processus de négociation montre qu'il ne tient pas compte des besoins actuels réels des travailleurs et travailleuses, des besoins de la grande armée de chômeurs, de nos jeunes et des retraités. Il accepte que la dette doive être payée dans sa totalité quand il est évident que sa suppression est une condition préalable pour répondre aux besoins de la population. Cela se fait alors que le système de santé est en total déclin à cause de l'énorme sous-financement et du manque de personnel; lorsque les écoles vont faire face à d'énormes problèmes au début de la nouvelle année scolaire, pour les mêmes raisons.

Les travailleurs-ses ne peuvent rester des spectateurs face à ce qui est en train de se préparer contre eux. Ils doivent engager une lutte politique difficile pour le renversement des politiques propres aux mémorandums d'austérité et pour satisfaire les besoins populaires. Nous exigeons:

- ⇒ Réparation pour les énormes pertes que nous avons subies, aussi bien celles des travailleurs que des retraités suite à la politique conduite au cours des cinq dernières années.
- ⇒ Restauration des 13^e et 14^e allocations pour les retraités les plus déshérités et d'un nouveau système de rémunération qui réponde à nos besoins, cela au travers de négociations collectives avec les syndicats.
- ⇒ Financement immédiat des fonds de pension et une garantie de l'Etat pour leur mise en œuvre.
- ⇒ Mise à disposition d'une allocation de chômage pour tous les chômeurs et chômeuses ainsi que la mise en place de politiques visant à éliminer le chômage.
- ⇒ Nouvelles embauches de personnel permanent afin de répondre de manière adéquate aux besoins dans la fonction publique, avec une priorité donnée aux systèmes de santé, d'éducation, du personnel municipal. Des mécanismes de contrôle de la sécurité sociale et de toutes les structures qui aident à atténuer les conséquences sociales de la crise.
- ⇒ Abolition des mémorandums et de toutes leurs lois d'application.
- ⇒ Annulation de la dette, qui est une condition pour la survie du pays, du peuple et des travailleurs.
- ⇒ Restaurer les droits sociaux et du travail qui ont été abrogés en période de mémorandum.
- ⇒ Placer les banques sous la propriété publique et le contrôle social.



Dans ce contexte, le Comité exécutif d'AEDDY s'adresse à tous les syndicats du secteur privé, des organisations sociales et professionnelles, des syndicats locaux et régionaux pour une mobilisation populaire de masse, le dimanche 21 juin, à 19 heures sur la place Syntagma. Enfin en cas d'annonce d'un accord entre le gouvernement, l'Union européenne, le FMI et la BCE, le Comité exécutif d'AEDDY se réunira immédiatement pour évaluer et décider d'un programme de grèves, selon les décisions du Conseil général. Comité exécutif d'AEDDY.

Réseau syndical international de solidarité et de luttes : São Paulo 2015

Dans le prolongement du congrès de CSP-Conlutas (4 au 7 juin), la deuxième rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes s'est tenue à Campinas, dans l'Etat de São Paulo, du 7 au 9 juin. La première avait eu lieu en France, à Saint-Denis, en mars 2013.

Depuis deux ans, le Réseau a progressivement pris sa place dans l'activité syndicale de chacune des organisations membres. **L'enjeu principal est là : l'internationalisme, qui est une des valeurs du syndicalisme dont nous nous revendiquons, doit être naturellement au cœur de nos pratiques et irriguer les réunions, les orientations et les actions, tant de nos structures nationales que des sections syndicales ou des unions interprofessionnelles locales.**

La solidarité internationale, le soutien aux luttes, les protestations contre la répression, peuvent revêtir des formes différentes, complémentaires et toutes utiles : campagnes internationales de longue haleine, rassemblements devant des ambassades ou sièges d'entreprise, information aux salarié-es d'un groupe multinational ou d'un secteur sur les pratiques patronales ou les luttes dans d'autres pays, messages de soutien... Chaque structure syndicale peut s'inscrire dans l'une ou l'autre de ces actions.

A partir de textes préparatoires, fruits d'échanges entre CSP-Conlutas (Brésil), CGT (Etat espagnol) et Solidaires, quatre débats ont été organisés, des résolutions adoptées, certaines prévoyant une campagne internationale :

- Les capitalistes nous coûtent cher : autogestion ouvrière et sociale !
- L'égalité entre les femmes et les hommes : un enjeu syndical !
- Les migrations, l'emploi et le travail sous le système capitaliste.
- Non à la criminalisation des luttes !

39 motions ont également été approuvées, la plupart pour soutenir des luttes dans différents pays ; l'Union syndicale Solidaires est à l'origine de plusieurs d'entre elles : *Soutien à la lutte du peuple palestinien et à la campagne internationale BDS - Pour le droit des femmes à l'avortement, libre, public et gratuit - Soutien à la lutte des peuples de Cajamarca et Islay au Pérou - Conférence des Nations Unies sur le climat « Paris 2015 ». Construisons la mobilisation ! - Soutien aux travailleurs de DITA à Tuzla en Bosnie. - Pour un service public construit sur la base de la démocratisation de la socialisation et de l'autogestion.*

La déclaration générale adoptée lors de cette rencontre actualise et enrichit l'appel issu de la réunion de mars 2013. Elle se conclut par divers engagements communs :

- Nous agissons, dans la durée, pour la **solidarité internationale**, et notamment contre toute répression antisyndicale. Notre combat se mène contre toutes les oppressions, notamment celles envers les femmes, la population noire, les migrant-es et les LGTB (Lesbiennes, Gays, Transsexuel-les, Bisexuel-les).
- Nous interviendrons de manière unitaire et coordonnée pour **appuyer des luttes et des campagnes internationales**, en réaffirmant le droit à l'autodétermination de tous les peuples.
- Nous renforçons et étendons le travail international mené dans les secteurs professionnels** (transport, éducation, centres d'appels, industrie, commerce, santé, etc.) **et sur des questions interprofessionnelles** (droit des femmes, des noires, des LGTB, migration, logement, écologie, santé et travail, etc.)
- Nous poursuivons le **travail de réflexion et d'élaboration sur les questions de crise du système capitaliste et d'alternatives** à celui-ci.
- Nous mettons, ensemble, les **moyens matériels nécessaires à la réussite de nos projets communs** : sites web, liste d'échanges par mail, coordination par secteurs professionnels, etc.
- Pour être plus efficace, nous organisons la **coordination des organisations membres du Réseau à l'échelle des régions du monde** : Amérique du sud, Europe, Afrique,...
- Nous décidons d'organiser une semaine de mobilisations et de luttes internationales**, durant la deuxième semaine d'octobre 2015 avec comme thème central « *contre les plans d'austérité et les coupes budgétaires, pour la défense des droits des travailleurs et des travailleuses. Nous ne paierons pas la crise !* ». La forme de cette semaine d'actions sera adaptée en fonction des réalités dans chacun de nos pays.

Après cette deuxième rencontre, notre Réseau est renforcée par de nouvelles organisations syndicales sud-américaines. Beaucoup de travail reste cependant à faire pour que notre syndicalisme prenne la place qui doit être la sienne au plan international ; c'est indispensable si nous voulons que nos intentions (qui ne sont pas rien : rompre avec le capitalisme, imposer une profonde transformation sociale !) se traduisent en actes. Voilà pourquoi, avec CSP-Conlutas du Brésil, avec la CGT de l'Etat espagnol, avec plus de 60 autres organisations syndicales, l'Union syndicale Solidaires poursuit son engagement dans la construction du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. www.laboursolidarity.org

Pour autant, il est primordiale d'ancrer notre démarche dans le vécu quotidien des travailleurs et des travailleuses ; d'où notre insistance pour que le travail par secteur professionnel se développe dans l'activité du Réseau ; l'Union syndicale Solidaires, à son échelle, a une riche activité via plusieurs fédérations ou syndicats nationaux (ferroviaire, centres d'appel, santé/social, finances publiques, étudiant-es, éducation, ...); il faut mutualiser cela dans le cadre du Réseau, et se rattacher à ce qui existe par ailleurs pour d'autres branches professionnelles (industrie automobile, chimie, ...). **Le développement du travail par secteur professionnel est un des engagements pris par les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.**



Egypte : solidarité avec les prisonniers politiques

Dans plusieurs villes dans le monde, des rassemblements ont été organisés les 20 et 21 juin, par le réseau Egypt Solidarity. En France, l'Union syndicale Solidaires s'y est jointe et a signé le texte unitaire ci-après :

Le régime militaire en place depuis juillet 2013 utilise le discours de la guerre contre le terrorisme pour justifier une offensive contre tout ce qui est lié aux libertés civiles et aux droits humains, dont le droit à manifester. Depuis juillet 2013, plus de 3 000 égyptiens ont été tués et plus de 40 000 arrêtés. Les violences envers les civils, mais aussi envers la police et les soldats, ne cessent d'augmenter. Cette violence déstabilise le pays et l'insécurité règne à tous les niveaux.

En 2014, environ 90 égyptiens ont été torturés à mort dans les locaux de la police, 61 journalistes ont été emprisonnés pour leurs écrits dans les deux dernières années. Des milliers de militant-e-s politiques qui s'opposaient à Moubarak, au Conseil supérieur des forces armées, au régime des Frères musulmans et au régime actuel d'Al Sissi, subissent des jugements arbitraires et des condamnations allant jusqu'à 25 ans de prison. Des militants politiques, en dehors des prisons, commencent à disparaître dans des conditions mystérieuses, nous en comptons une centaine jusqu'à maintenant.



Dans le cadre de la guerre politique entre le régime militaire et les Frères musulmans, la justice égyptienne prononce des sentences de mort par centaines, une première en Égypte. La contre révolution menée par le régime militaire en place, veut en finir avec le vent de changement qui a soufflé sur l'Égypte. Elle frappe violemment tous les symboles de la révolution du 25 Janvier. Nous n'oublions pas que lorsque les Frères musulmans étaient au pouvoir, ils n'ont pas hésité à violenter et insulter ces mêmes symboles. La force vive de la révolution se trouve donc en dehors de ces deux camps conservateurs.

Les pays occidentaux qui sont récemment intervenus, du bout des lèvres, en faveur des droits humains et la démocratie envoient maintenant des milliards de dollars en aide économique et militaire. Ils vendent également des armes et des technologies de surveillance au régime répressif égyptien. Face à cette situation, nous exigeons :

- ⇒ L'arrêt immédiat de la répression des manifestations, et la suppression ou la modification de la loi.
- ⇒ encadrant le droit de manifester.
- ⇒ La libération des prisonniers politiques n'ayant pas recours aux armes.
- ⇒ Le droit à un procès équitables pour tous.
- ⇒ L'arrêt des mauvais traitements et de la torture.
- ⇒ La suppression de la peine de mort.
- ⇒ Le respect des libertés individuelles et fondamentales.

www.egyptsolidarityinitiative.org

Espagne-France : ce n'est pas à Felipe Borbon d'honorer la Nueve !

L'association 24 août 1944 a pour but de « faire connaître et cultiver la mémoire historique de la Libération de Paris en 1944, commencée le 19 juillet 1936 en Espagne, continuée sur différents fronts en Europe et en Afrique ou dans les maquis en France et qui se prolongea dans le combat contre le franquisme ». Elle réagit à la présence du roi d'Espagne lors de l'inauguration d'un jardin dédié à la Nueve.

Le 24 août 1944, les premiers libérateurs de la 2^e DB de Leclerc à entrer dans Paris sont les républicains antifascistes espagnols de la 9^e compagnie, appelée Nueve. On sait aujourd'hui que cette mémoire a été volontairement trahie pendant des décennies. Au terme d'un long processus de réhabilitation, et après avoir salué, lors du 70^e anniversaire, les événements commémoratifs d'août 2014, la ville de Paris dédie un jardin aux « combattants » de la Nueve. Lors de l'inauguration de cet espace, le 3 juin 2015, l'actuel roi d'Espagne, Felipe Borbón, était présent à cette cérémonie. **On ne peut que regretter cette imposture, parade aussi diplomatique que salonarde. Le monarque n'y avait pas sa place :**

- il tient son autorité de son père, mis en place par le bon plaisir du dictateur Franco, complice et allié d'Hitler et Mussolini ;
- il n'a jamais condamné la dictature ni démontré aucune forme de respect pour les combats antifascistes espagnols ;
- un tel hommage n'a jamais été célébré par l'Etat espagnol, qui n'a jamais érigé (hormis l'incroyable et mégalomane « Valle de los Caídos », autour des tombeaux de Franco et de Primo de Rivera, créateur du parti fasciste espagnol, Phalange) aucun monument officiel à la mémoire des antifascistes morts pendant la guerre civile, dans les camps, les prisons ou la résistance à la dictature. Seuls, des hommages discrets ont jailli, ces dernières années, à l'initiative de communes, d'associations ou de personnes, à la faveur de la « récupération de la mémoire » et malgré l'Etat central.



L'association « 24 août 1944 » poursuit son travail de mémoire, sur le chemin d'humilité et de dignité tracé par les exilés républicains espagnols de la Nueve et les résistants aux 40 ans de dictature franquiste. Elle appelle simplement les hommes et les femmes, quels que soient leurs rangs ou positions, à la rejoindre dans ce long travail exigeant de vérité historique, pour faire connaître, réhabiliter et cultiver la geste de cette génération de combattants antifascistes.

www.24-aout-1944.org

Journée internationale de lutte contre le chômage

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes apporte son soutien aux initiatives organisées à l'occasion de la journée internationale de lutte contre le chômage. Celle-ci est organisée à l'initiative de diverses organisations de défense des chômeurs et chômeuses, de lutte contre le chômage et la précarité. Cette journée internationale de lutte contre le chômage et la précarité, pour les droits des chômeurs et chômeuses se situe dans le prolongement de ce qui existe au Maroc depuis l'assassinat par le Pouvoir d'un chômeur militant, le 16 mai 1993. Elle est organisée cette année dans plusieurs pays, notamment sur l'initiative des organisations de chômeurs et chômeuses qui ont décidé de s'unir pour construire un mouvement international.

Nous réaffirmons notre soutien à cet important travail de coordination internationale des mouvements de chômeuses et chômeurs, et de lutte contre le chômage, qui se situe dans le combat global pour une société fondée sur la satisfaction des besoins collectifs et de chacun-e et non l'accapartation de profits par quelques un-es.

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes considèrent que la lutte contre le chômage et la précarité et la défense des droits des chômeurs et chômeuses sont des priorités du mouvement syndical. Pour autant, elles reconnaissent aussi la légitimité des associations spécifiques qui se sont créées, bien souvent à cause des insuffisances syndicales, voire dans certains cas de la complicité d'une partie du mouvement syndical avec celles et ceux qui organisent le chômage et la précarité ! **Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes saluent les initiatives organisées à l'occasion du 16 mai 2015.** Elles agissent pour que les luttes revendicatives pour les droits des chômeurs et chômeuses et plus fondamentalement contre le chômage et la précarité, soient les plus fortes possibles.

International trade union network of solidarity and struggle
Réseau syndical international de solidarité et de luttes
Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas
Red sindical internacional de solidariedad y de luchas
Rete sindacale internazionale di solidarietà e di lotta

Soutien à la journée internationale de lutte contre le chômage

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes apporte son soutien aux initiatives organisées à l'occasion de la journée internationale de lutte contre le chômage. Collectif et organisé à l'initiative de diverses organisations de défense des chômeurs et chômeuses, de lutte contre le chômage et la précarité.

Cette journée internationale de lutte contre le chômage et la précarité, pour les droits des chômeurs et chômeuses se situe dans le prolongement de ce qui existe au Maroc depuis l'assassinat par le Pouvoir d'un chômeur militant, le 16 mai 1993. Elle est organisée cette année dans plusieurs pays, notamment sur l'initiative des organisations de chômeurs et chômeuses qui ont décidé de s'unir pour construire un mouvement international.

Nous réaffirmons notre soutien à cet important travail de coordination internationale des mouvements de chômeuses et chômeurs, et de lutte contre le chômage, qui se situe dans le combat global pour une société fondée sur la satisfaction des besoins collectifs et de chacun-e et non l'accapartation de profits par quelques un-es.

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes considèrent que la lutte contre le chômage et la précarité et la défense des droits des chômeurs et chômeuses sont des priorités du mouvement syndical. Pour autant, elles reconnaissent aussi la légitimité des associations spécifiques qui se sont créées, bien souvent à cause des insuffisances syndicales, voire dans certains cas de la complicité d'une partie du mouvement syndical avec celles et ceux qui organisent le chômage et la précarité !

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes saluent les initiatives organisées à l'occasion du 16 mai 2015. Elles agissent pour que les luttes revendicatives pour les droits des chômeurs et chômeuses et plus fondamentalement contre le chômage et la précarité, soient les plus fortes possibles.

Pour le Réseau syndical international de solidarité et de luttes :

Central Sindical e Popular - Conlutas (Brasil)
Union syndicale Solidaires (France)
Confederación General del Trabajo (Estado español)

Suède : des conducteurs de bus refusent la pub pour l'extrême-droite



L'organisation syndicale suédoise SAC (Sveriges Arbetaren Centralorganisation), a lancé une campagne de soutien aux **conducteurs et conductrices de bus de Stockholm qui, à l'automne 2014, ont refusé de conduire des bus de la compagnie SBSS qui portaient des publicités électorales du parti d'extrême-droite « Les Démocrates Suédois » (SD).** Suite à cette résistance collective, la direction les traîne en justice ! La compagnie SBSS fait partie du Groupe KEOLIS, filiale de la SNCF. Par un communiqué, l'union Solidaires transport a publiquement manifesté son soutien aux camarades de la SAC et dénoncé l'attitude des patrons de KEOLIS. Lors du Comité d'Entreprise Européen des 25 et 26 juin, le représentant de la fédération SUD-Rail [Solidaires] a interpellé la direction du Groupe SNCF.

www.sac.se

Tunisie : soutien aux grévistes de l'Enseignement primaire

A cause des choix politiques du gouvernement tunisien, l'année scolaire 2014/2015 a été marquée par de nombreuses journées de grèves ; pour s'en tenir seulement au dernier trimestre : 15 avril, 12 et 13 mai, 26, 27 et 28 mai. **Toutes ces grèves ont été très massivement suivies, marquant l'engagement massif des instituteurs et des institutrices dans l'action collective menée par le syndicat UGTT.** Au lieu d'accepter des négociations, le gouvernement a « joué la montre », multipliant les réunions et prenant des engagements non suivis d'effet. **Face au blocage du ministère, le syndicat a du recourir à la non-organisation des examens de fin d'année ; mouvement, lui aussi, très suivi.**

Après cette nouvelle étape dans la lutte massive et résolue des instituteurs et institutrices, **le gouvernement répond encore une fois par la répression : annonce du retrait de 5 jours de salaires, menaces de les priver de salaires en juillet et août si le travail ne reprend pas d'ici le 28 juin et tentatives de détournement des lois et règlements en vigueur pour essayer d'annuler les effets du boycott !**

En solidarité, le Syndicat général de l'enseignement secondaire de l'UGTT a annoncé sa décision de boycotter toutes les étapes du concours d'accès aux collèges. Nous faisons connaître en France mais aussi à travers le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le combat mené par le syndicat de l'Enseignement de base de l'UGTT et notamment les décisions prises lors de sa Commission administrative du dimanche 14 juin :

- ⇒ **Poursuite de la grève administrative** selon les dispositions annoncées le 29 mai 2015.
- ⇒ **Suspension de la participation aux commissions de la réforme éducative.**
- ⇒ **Boycott de la rentrée scolaire 2015-2016** selon des dispositions qui seront communiquées ultérieurement.